



SOUDAN, SOUVIENS-TOI

سودان يا غالي

UN FILM DE
HIND MEDDEB

DULAC DISTRIBUTION
PRÉSENTE



SOUDAN, SOUVIENS-TOI

سودان يا غالي

UN FILM DE
HIND MEDDEB

Titre original : Sudan Y'a Ghali

France, Tunisie, Qatar - 2024 - 76min - Couleur

AU CINÉMA LE 7 MAI

PRESSE

Celia Mahistre & Cilia Gonzalez
cc.bureaupresse@gmail.com

SYNOPSIS

Après 30 ans de dictature, le portrait d'une jeune femme soudanaise, qui par ses mots, poèmes et créations défie la répression militaire et lutte pour ses rêves de démocratie. En croisant leurs itinéraires, Hind Meddeb articule les fragments d'une révolution impossible, de ses débuts prometteurs jusqu'à ce que la guerre détruise tout, mettant les Soudanais sur les routes de l'exil. Progressivement, les liens se tissent au fil d'une correspondance entre la réalisatrice et les protagonistes du film.



BIOGRAPHIE,

de Hind Meddeb, réalisatrice du film

Hind Meddeb a grandi entre la France, le Maroc et la Tunisie. Ces années de circulation entre les cultures et les langues forgent la singularité de son regard. Dans ses films documentaires, elle observe toutes les formes de résistance à l'ordre établi en filmant du côté de ceux qui se révoltent.

À l'heure du printemps arabe, elle réalise deux longs métrages sur la création musicale comme acte révolutionnaire, *Tunisia Clash* et *Electro Chaabi*.

Son film *Paris Stalingrad* retrace l'itinéraire de Souleymane, jeune poète soudanais qui arrive à Paris – présenté à Cinéma du Réel, TIFF et dans de nombreux festivals avant de sortir au cinéma en 2021.

Son nouveau documentaire *Soudan, souviens-toi*, portrait au long cours d'une jeunesse soudanaise en quête de liberté, a été présenté à la Mostra de Venise, au Festival de Toronto et dans des dizaines de festivals à travers le monde. Il a reçu la mention spéciale du jury à DOC NYC, le prix du public à AJYAL (Doha), le prix du Syndicat de la critique de cinéma au festival du film politique de Carcassonne, le Prix Femmes dans les Médias au FIPADOC, le prix de la presse et le prix du public au RAMDAM en Belgique.



ENTRETIEN,

de Hind Meddeb, réalisatrice du film

Soudan, souviens-toi découle-t-il de votre précédent long-métrage documentaire, *Paris-Stalingrad* ?

Oui. J'ai tourné ce film sur les campements d'exilés autour du métro Stalingrad à Paris. Je me suis liée d'amitié avec des Soudanais demandeurs d'asile. Je dirai que j'ai rencontré le Soudan à Paris. Moins de quatre semaines après que l'on ait présenté *Paris-Stalingrad* pour la première fois, au festival Cinéma du Réel, on apprenait la chute de Omar Al-Bachir. C'était le 11 avril 2019. Les amis soudanais ont vécu cet évènement avec un mélange de joie et de frustration.

Pourquoi cette frustration ?

Toute leur vie, ils avaient rêvé de ce moment où la dictature s'effondre. D'en être, d'y participer. Mais leur situation administrative et l'issue politique incertaine des événements leur interdisaient de rentrer au pays. Ils en étaient réduits à suivre leur révolution sur les réseaux sociaux ! Omar Al-Bachir est resté trente ans au pouvoir. Dans un pays extrêmement divers, où l'on pratique différentes religions, il a imposé la charia, la langue arabe, le parti unique et a plongé le pays dans la guerre civile. Pour mettre à terre la résistance dans certaines régions, il a prétexté la supériorité des tribus arabes, envoyant la milice FSR faire du nettoyage ethnique et exproprier des paysans de leurs terres. Le génocide au Darfour, au Kordofan et dans la région du Nil bleu a fait des centaines de milliers de morts. La plupart des amis Soudanais rencontrés à Paris avaient lutté contre ce régime, ils avaient participé aux manifs et aux mouvements de désobéissance civile, en 2006, en 2013. Certains, dans les réseaux étudiants de lutte, avaient été arrêtés, torturés et avaient quitté leur pays clandestinement. Ce sont eux qui m'ont poussé à partir. En me disant simplement « **Toi, tu peux y aller. Tu peux nous ramener des images de notre révolution.** »

La demande, la commande, si on peut dire, vient donc d'eux ?

Oui, je dirais que ce film est une histoire d'amitié. Je suis d'abord partie seule, pour rapporter des images de leur révolution, armée d'une petite caméra Sony agrémentée d'un vieil objectif Leica qui permettait de filmer la nuit. Et d'un micro directionnel branché sur la caméra. Un matériel vraiment rudimentaire. Les amis soudanais à Paris m'ont conseillé de faire ma demande de visa à partir de mon passeport tunisien. C'est donc depuis Tunis que j'ai fait ma demande au consulat. Pour se rendre au Soudan, il faut une invitation, que quelqu'un sur place aille au ministère de l'intérieur pour vous enregistrer. Mais de ce côté là, ça bloquait. A Khartoum, les administrations étaient fermées, c'était la révolution ! On a fini par trouver quelqu'un qui connaissait le consul soudanais à Tunis, et tout s'est miraculeusement débloqué, et j'ai débarqué là-bas le 16 mai, sans connaître la ville ni personne, ou presque.

En mai 2019, le sit-in est déjà installé depuis un mois.

Oui le sit-in avait commencé le 6 avril, date à partir de laquelle toutes les différentes manifestations qui embrasaient le pays ont convergé vers Khartoum. C'est ce que l'on a appelé « Millioniya » : « La Marche du million ». L'idée du sit-in c'était : on ne bouge pas d'ici jusqu'à ce qu'Omar Al-Bachir tombe. Mais très vite il est tombé et les gens ont dit : on ne bouge pas tant qu'on n'obtient pas un changement de régime, la « Madania », littéralement le gouvernement citoyen, la démocratie.

Ce campement encerclait-il le QG de l'armée ?

Oui mais pas seulement. J'avais connu la place Tahrir au Caire en 2011, et aussi l'ébullition qui suivit la chute de Ben Ali en Tunisie sur l'avenue Bourguiba. Mais à Khartoum, c'était encore plus spectaculaire. Ce n'était pas une place ou une avenue, mais tout un quartier qui avait été investi. Les révolutionnaires ont coupé la circulation et ont instauré une cité utopique piétonne. Si bien que ça se déployait comme une ville dans la ville. On pouvait mettre trente minutes pour aller d'un point A à un point B.



Les grandes régions du pays, certains quartiers emblématiques comme Burri ou Omdurman, les ONG locales, les associations de défense de droits de l'homme, les collectifs féministes, tous y avaient planté leur tente. Trente ans de dictature les avaient isolés les uns des autres. Le sit-in était pour eux un lieu de ralliement où l'on peut se rencontrer, débattre, mettre les idées et les forces en commun et dessiner ainsi à une petite échelle la société dont on rêve.

Est-ce compliqué de filmer dans une telle ville dans la ville ?

Non car il y avait un désir d'être filmé. Les gens venaient vers moi. Je n'étais pas en quête de personnalités politiques, j'étais du côté de ces citoyens ordinaires qui agissent dans l'ombre, je filmais ces petits gestes accumulés qui rendent possible l'utopie révolutionnaire.

Comment expliquer ce désir ?

Par l'isolement. Le pays était sans image depuis trente ans. La dictature avait interdit les cinémas, fermé tous les lieux de fête et de culture comme les cabarets sur les bords du Nil. Mais surtout avant la révolution, personne ne pouvait filmer librement. Le Soudan était aussi isolé de la scène internationale, les USA l'ont mis sur la liste des pays terroristes en 1993 parce qu'ils pensaient que les attentats de Nairobi avaient été organisés à partir de Khartoum.

Cela se sentait lorsque vous approchiez les gens pour les interviewer ?

Je n'avais presque pas besoin de le faire. Ils venaient vers moi, ils s'adressaient à la caméra, à un monde avec qui ils n'avaient plus communiqué depuis 1989. J'ai gardé au montage certaines de ces interactions, car elles disent leur rapport à la présence d'une intruse, « une tunisienne qui parle un joli arabe »...

Parlons justement de la langue...

Elle est à la fois une force et une faiblesse. Je n'ai pas un niveau d'arabe très élevé. Ma mère est maroco-algérienne, mon père est tunisien, mes parents se parlaient en français.

Quand je suis née, ils ont fait l'effort de ne me parler qu'en arabe car comme j'allais grandir en France, ils se disaient que s'ils ne le faisaient pas, je n'apprendrai jamais l'arabe. Et ils ont eu raison. Ma langue maternelle est hybride, un mélange de deux dialectes. En 2011, j'ai tourné un film en Egypte et j'ai appris l'égyptien dans la rue. Au Soudan, je m'adressai aux gens dans mon dialectal égyptien approximatif au milieu duquel pouvait surgir une expression en marocain ou en tunisien. Ma position est donc celle d'une étrangère. Cela aurait pu me desservir mais ce fut une force. Comme je ne suis pas soudanaise, cela donne une plus grande liberté à ceux qui me parlent. Ils ne se sentent pas jugés par quelqu'un qui viendrait d'une autre ethnie, d'un autre milieu social ou d'une autre sensibilité politique, je reste extérieure aux querelles internes. Je me situe dans une position intermédiaire, entre intimité et distance, si loin si proche. J'observe leur révolution à partir de nos histoires communes, de la même manière que les Soudanais regardent le pays de mon père, la Tunisie, comme le miroir de leurs propres luttes.

Le tournage a nécessité combien de voyages en tout ?

Cinq. Tous interrompus, empêchés, ralentis par des événements historiques. Le premier tournage a été interrompu par le massacre du 3 juin. En 2020, l'épidémie de Covid a fermé les frontières. Puis il y a eu le coup d'état militaire de 2021. Et le début de la guerre en avril 2023. Chaque tournage était de l'ordre du miracle. Je ne savais jamais si j'allais obtenir mon visa, si mon matériel ne serait pas saisi à la douane, ni combien de temps le voyage allait durer, jusqu'à quand les gens allaient pouvoir faire des choses.

Le film pourrait laisser croire que c'est un mouvement révolutionnaire sans tête, sans structure, sans organisation...

Non, c'est un mouvement très structuré. Mais je ne voulais pas faire le film du point de vue des politiques ou des têtes pensantes du mouvement. Je voulais le raconter d'en-bas. Mais en-bas aussi, c'est structuré par les comités de résistance dans les quartiers. Mais si je les avais filmés, je les aurais mis en danger.



Quand vous êtes arrivée en mai 2019, qui dirigeait le pays ?

Les militaires ont renversé Al-Bachir en le lâchant, sous la pression de la rue. Au début, pour se donner une bonne image, ils ont prétendu qu'ils étaient du côté du peuple. Ce qui aurait dû être annonciateur d'une liberté nouvelle fut immédiatement suivi d'une reprise en main autoritaire, avec la création du Conseil de Transition Militaire, sous le commandement des généraux Abdel Fattah Bourhane et Mohammed Hameed Daglo surnommé *Hemitti*, connus pour leurs crimes de guerre au Darfour, dans la région du Nil bleu et du Kordofan. Ces hommes ont profité du soulèvement populaire pour s'installer dans le fauteuil du vieux dictateur déchu. De son côté, la société civile, les syndicats et les partis politiques ont constitué « Les Forces pour la liberté et le changement ». Grâce à la pression exercée par le sit-in, ils ont imposé des pourparlers. Mais les négociations ont vite bloqué sur la formation d'un gouvernement provisoire, sur les orientations à donner à la transition, notamment en matière de justice. Les militaires ont tous peur de la justice transitoire car ils ont tous commis des crimes.

Cela pesait sur le tournage ?

C'était très inquiétant. Le sit-in a été attaqué à de nombreuses reprises par surprise par des snipers postés en haut d'un immeuble en construction, ou par des hommes à moto. Dès mon premier jour de tournage, j'ai été témoin de l'une de ces attaques.

Et puis il y a eu le massacre du 3 juin...

Les Soudanais voyaient bien que les négociations entre la société civile et les militaires étaient dans l'impasse. Mais personne ne s'attendait à un tel bain de sang. Les militaires ont attaqué la veille de la fête qui marque la fin du ramadan. C'est l'équivalent du soir de Noël chez les chrétiens - ce 3 juin était un peu comme un 24 décembre. Et j'en déduis que le choix de cette date était stratégique de leur part. Car sur le sit-in, nombre de révolutionnaires étaient les enfants des militaires. Et les enfants de bonne famille rentrent chez eux la veille de l'Aïd. Ils s'assuraient ainsi de ne tuer que les plus pauvres, les plus démunis, les sans-abris, les enfants des rues et ceux qui étaient venus d'autres régions.

Les miliciens sont arrivés à l'aube, ils ont encerclé les lieux pour empêcher les gens de s'enfuir. Puis ils ont mis le feu aux tentes, brûlant vifs les dormeurs, tirant à balles réelles sur les jeunes qui tenaient les barricades. Des dizaines de femmes ont été violées. Le message adressé aux civils était clair : manifester c'est s'exposer à la mort. Le procédé était similaire aux campagnes de terreur menées par Hemitti et sa milice au Darfour. Mais c'était la première fois que ce type de répression s'abattait sur Khartoum.

Vous avez eu le courage de continuer le film après le massacre ?

Il était au contraire impensable de ne pas continuer. D'abord parce que les militaires ont réellement pensé que c'était là le point final de cette révolution. Et que la résistance fut immédiate dans les quartiers, suivie trois semaines après d'une première énorme manifestation, le 30 juin, date anniversaire du coup d'état d'Al-Bachir en 1989. Mais cette fois, en 2019, le mot d'ordre était : « coup d'état du peuple », « le peuple reprend le pays qu'on lui a confisqué ». Dès lors, les négociations ont repris grâce à des intermédiaires, l'Éthiopie, les USA. C'est à ce moment là que j'ai repris le tournage.





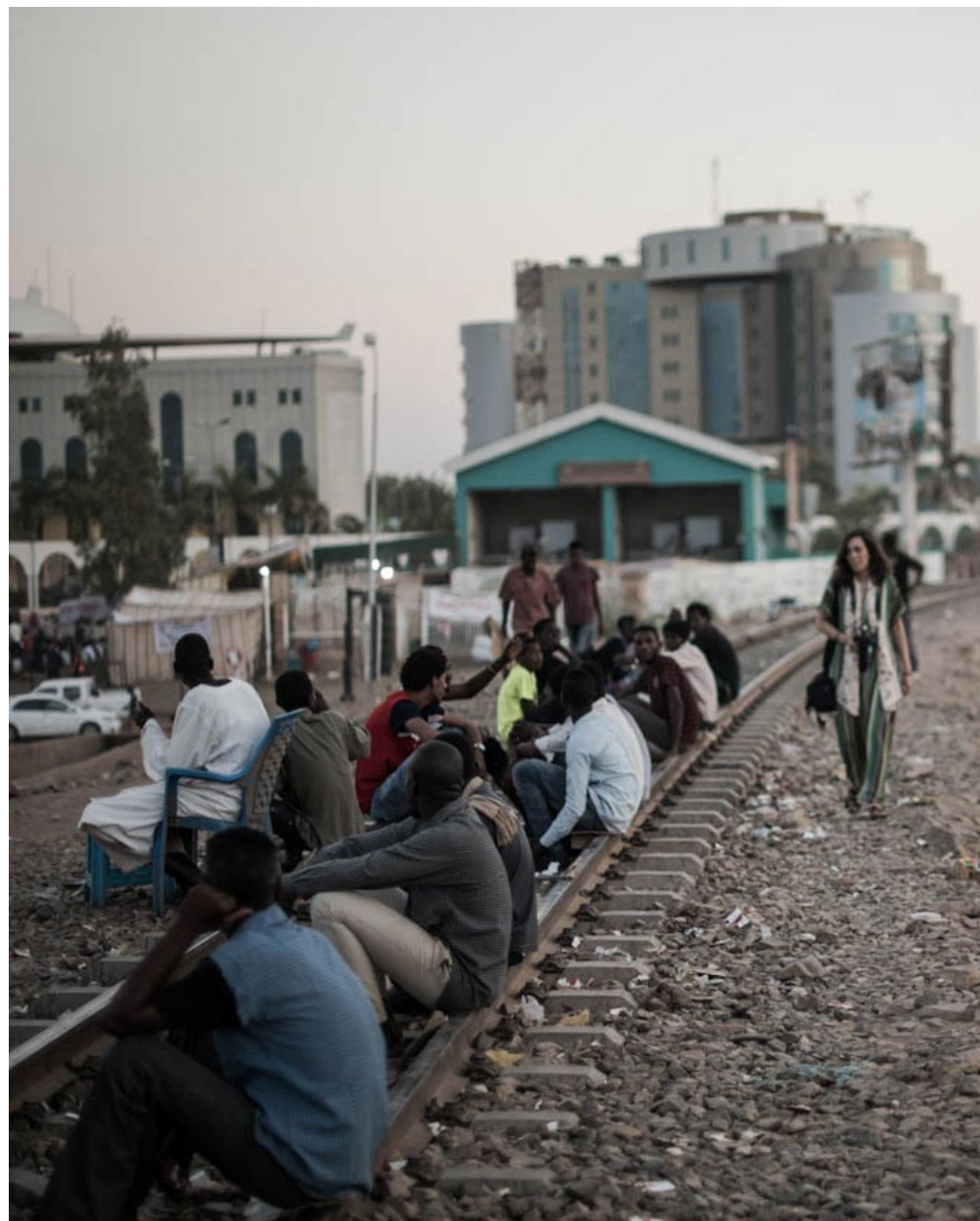
Pour revenir au film, et plus particulièrement aux personnes que vous avez suivies sur le sit-in, puis dans les manifs, et puis plus loin encore, quand la situation va devenir de plus en plus étouffante pour eux : qui sont-ils exactement ? Ou plutôt : qui sont-elles ? Car à découvrir votre film, on a d'abord l'impression d'une révolution faite par des femmes et par des poètes...

Je dirais que la première particularité de cette révolution est la poésie. Déjà à Paris, cela m'avait frappé, la place que les Soudanais accordent à la poésie. Elle était très présente sur les campements. Mais bon, je me disais que ceux que je rencontrais étaient exceptionnels ! (rires) En arrivant à Khartoum, je découvre que la poésie est partout : dans les conversations, les manifestations, sur les murs. Il est commun qu'une discussion politique tourne à la joute poétique. Les poètes accompagnent chaque étape de la révolution, ils composent des « poèmes-épopées » qui s'écrivent au fur et à mesure que l'histoire se fait. Quelques semaines après le massacre du 3 juin, Azhari Mohammed Ali compose « L'automne du sang ».

***Blessures nocturnes, à vif
Ô nuit du deuil, les rues sont le théâtre de nos blessures
Sur le sit-in, ils étaient comme les jacinthes et le basilic
Leurs rêves comme des ailes de papillons
Couchés sur les mains fatiguées du jardinier***

Ces poèmes, avant de savoir qui en étaient les auteurs, je les ai d'abord entendus dans la voix des révolutionnaires, en manifestation ou simplement dans la rue quand la jeunesse se rassemblait sur la place d'Athènes, au centre de Khartoum. Ils s'appellent Mostafa Sid Ahmad, Mahjoub Sharif, El Fitory, Hommeid, Azhari, ils ont passé une partie de leur vie en prison, d'autres ont été forcés à l'exil. Leurs écrits se transmettent d'une génération à l'autre. Leurs mots deviennent ensuite de puissants slogans politiques, comme « La balle ne tue pas, c'est le silence qui tue » ou encore : « Le sang du martyr n'a pas de prix. L'âme que l'on assassine, nul ne la ressuscite. »

Pour moi, ils sont les Victor Hugo du 21ème siècle. Se souvient-t-on encore que l'illustre poète français se défendait au tribunal en récitant un poème ?



*Car le mot qu'on le sache est un être vivant,
la main du songeur tremble et vibre en l'écrivant.
(...) Il est foudre dans l'ombre et ver dans le fruit mûr.
Il sort d'une trompette, il tremble sur un mur,
Et Balthazar chancelle, et Jéricho s'écroule.
Il s'incorpore au peuple, étant lui-même foule.
Il est vie, esprit, germe, ouragan, vertu, feu ;
Car le mot, c'est le Verbe, et le Verbe, c'est Dieu.*

Victor Hugo

(Réponse à un acte d'accusation publié dans Les contemplations, 1856)



C'est comme si Victor Hugo décrivait la puissance du verbe soudanais ! Quand je filme la poésie soudanaise en train de se dire, je sens qu'il se passe quelque chose d'important alors même que je ne comprends pas tout, du fait de la complexité de la langue poétique et des incursions de dialectes africains et d'argot. De retour à Paris avec mes rushes, je découvrais l'envergure du poème lors de longues séances de traduction pour lesquelles je mobilisais mes amis Omer Omran et Yousif Haliem. Ils m'en donnaient le sous-texte et je travaillais à l'adaptation en langue française.

Ces poèmes sont-ils écrits, publiés, diffusés ?

Certains oui. Mais j'aimerais vous raconter une histoire. De tournage en tournage, un poème revenait souvent, à chaque fois récité par quelqu'un de différent. Il racontait la révolution. D'un événement à l'autre, il s'enrichissait d'un nouveau chapitre, jusqu'à prendre l'allure d'une tragédie grecque, distribuant la parole au tyran, au manifestant assassiné, au religieux, à la mère du martyr, avec au centre, un chœur métaphore de la voix du peuple. J'ai cherché à savoir qui était derrière ce poème, que j'ai longtemps cru improvisé par la rue, telle une œuvre collective. En rentrant à Paris, j'ai montré les vidéos à mon ami soudanais Yousif, et il m'a tout de suite dit : « mais c'est Chaikhoon ! » De retour à Khartoum, je l'ai cherché. Il m'a donné rendez-vous dans le mall à côté de la banque Al Khartoum où il travaillait comme informaticien. Son premier poème lui est venu sur le sit-in, il s'est mis à déclamer et on l'a filmé. La vidéo est devenue virale. Al Jazeera a fait un portrait de lui. Du jour au lendemain, il est devenu célèbre. Ensuite, les vieux poètes soudanais comme Al Gaddal ou Azhari l'invitaient à monter sur scène. Et il récitait toujours le même poème. Jusqu'au jour où son père lui dit, ironique :

- *mon fils, serais-tu le poète d'un seul poème ?*

- *Mais je ne suis pas poète !*

Balayant ses excuses d'un revers de la main, il lui dit : « mets toi au travail » Et Chaikhoon s'est exécuté. Plus tard, un jour où je lui rendais visite chez ses parents, je lui ai demandé de me lire son poème « chapitres de la révolution », il m'a regardé, amusé : « Le lire ? Mais je ne l'ai jamais écrit ! »

Il fonctionnait de façon complètement orale, à la façon d'un griot ?

Oui, la version intégrale dure quinze minutes. Je l'ai enregistré. Il m'a récité le poème d'une traite, sans jamais se reprendre. J'en ai utilisé une minute, c'est le poème de la fin, qui donne son titre au film.

Quel passage avez-vous choisi ?

Celui où il se met dans la peau d'un jeune assassiné dans une manifestation et qui du ciel, s'adresse à ses amis. Un poème d'outre-tombe, en quelque sorte.

*Quand la paix reviendra
et que vous reconstruirez le pays,
Souvenez-vous de moi
Quand vous planterez un arbre
et qu'il donnera des fruits sucrés,
Souvenez-vous de moi.*

C'est toute l'idée du film : garder une mémoire de cette révolution. Car la logique des militaires est de ne laisser que des images de guerre et de destruction, de tuer cette utopie.

En novembre dernier, Maha, Shajane, Khatab, Muzamil et moi nous avons été invités à faire l'ouverture au festival de cinéma de Doha. Et quelle ne fut pas notre surprise d'y retrouver Chaikhoon qui maintenant vit et travaille là-bas. Il est monté sur scène avec nous et il a récité un poème, c'était fou.

On n'a étrangement pas encore évoqué la présence des femmes, à la fois dans le film et dans cette révolution, où elles sont pourtant absolument centrales...

Les femmes sont celles qui ont le plus souffert de la dictature religieuse. Elles étaient soumises à la tutelle de leur père, de leur grand frère ou de leur mari. La police des mœurs pouvait à tout moment les arrêter pour vérifier leur tenue vestimentaire et les condamner à des coups de fouet. Le voile était obligatoire, le pantalon interdit. Alors même que le Soudan a une tradition féministe très ancienne.



Dès les premières manifestations, les femmes vont descendre par milliers dans la rue pour demander l'égalité des droits. En tête de cortège, certaines ramassent les bombes lacrymogènes et les renvoient sur les militaires. Leur courage, les Soudanais l'ont salué en les surnommant « Kandaka », du nom de ces reines nubiennes, bâtisseuses de pyramides dont l'une d'elles repoussa les troupes de l'Empereur Auguste.

Peu de gens savent qu'il y a eu une civilisation pharaonique au Soudan qui a perduré jusqu'au 4ème siècle de notre ère, le Royaume de Kouch, avec ses 200 pyramides (plus qu'en Egypte !), ses pharaons noirs et sa société matriarcale. La silhouette de la Kandaka (Reine Candace) se reconnaît à la manière dont elle se drape d'un long voile fluide qui laisse entrevoir ses cheveux et ses grandes boucles d'oreilles en forme de lune. Autre figure féminine récurrente, Azza. Célébrée dans nombre de poèmes, j'ai cherché à comprendre qui elle était. « Azza, c'est l'autre nom du Soudan » m'a-t-on répondu. C'est une manière poétique de désigner la patrie bien aimée, « Azza » en arabe voulant dire « cher à mon cœur ». Mais Azza est aussi un personnage historique, épouse d'un nationaliste soudanais emprisonné par les Anglais dans les années vingt. Défiant l'autorité coloniale, elle allait réciter de la poésie sous les fenêtres de la prison. Personne ne l'a oubliée.

En cheminant avec Shajane et Maha, je voulais que l'on saisisse ce qui se joue pour cette nouvelle génération en quête de liberté. Quand j'arrive sur le sit-in à Khartoum, ce qui me frappe, c'est la mixité et l'absence de harcèlement des femmes, d'ailleurs, elles sont omniprésentes. Musiciennes, peintres, poètes, militantes féministes, médecins, enseignantes, étudiantes ; elles montaient sur scène pour les concerts et les débats politiques, étaient impliquées dans l'organisation de la vie sur le sit-in. Certaines, comme Maha, ont fait la marche du 6 avril, et puis, elles ne sont plus rentrées chez elles, vivant pleinement les 57 jours du sit-in. C'était la première fois qu'elles s'affranchissaient du joug familial. L'expérience révolutionnaire les avait poussées à prendre leur liberté, à vivre pour elles-mêmes. Même si c'était une situation exceptionnelle qui n'était pas destinée à durer, cela avait créé un précédent. Cette présence des femmes, ce n'est pas une construction du film, un effet d'écriture ou ma projection. Il y a quelque chose de comparable avec l'Iran, je crois.



Dans quelle mesure ?

En trente ans, les Soudanais ont vu les dégâts causés par une doctrine politique basée sur le fondamentalisme musulman. Les révolutionnaires ne rejettent pas l'islam en tant que tel, ils sont parfois croyants, religieux mêmes, mais ils estiment que leur pratique leur appartient, qu'elle doit rester dans la sphère de l'intime. C'est pourquoi ils défendent l'idée de la « Madania », cet Etat séculier à l'africaine dont ils sont les instigateurs. Le film témoigne d'un tournant historique majeur : j'ai vu se dessiner les contours d'une nouvelle ère que je qualifierais de « post-islamiste » et dont les effets affleurent au quotidien. Quand j'arrive à Khartoum, le ramadan a déjà commencé. Chaque soir, le sit-in communie autour d'un immense repas convivial. Dans ce contexte, je remarque quelque chose d'inhabituel ces dernières années en pays musulman : la tolérance envers ceux qui ne font pas le ramadan. Pendant la journée, les « déjeuneurs » ne se cachent pas. Sans doute faut-il rappeler que le Soudan se situe entre le Moyen-Orient et l'Afrique. Ses 570 tribus appartiennent à 56 groupes ethniques différents. On y parle plus de 117 langues. L'arabe et l'islam ont été imposés par l'ancien régime pour opprimer, diviser et dépouiller le sud de ses richesses. Avec ce soulèvement, la société civile appelle de ses vœux la cohabitation pacifique entre les différentes tribus et croyances.

Vous avez fait le choix, conscient, délibéré, de ne pas filmer l'ennemi, sa violence, sa répression... Ou sinon très peu, pour privilégier quelque chose qui est davantage du côté du collectif, de l'utopie à l'oeuvre, ou du surgissement d'un désir révolutionnaire basé sur l'entraide, la rencontre, la solidarité...

C'est une idée qui a été là dès le départ. Je voulais filmer depuis le point de vue des révolutionnaires. Être là, avec eux. Je fais le voyage et le spectateur est invité, s'il le désire, à faire le voyage avec moi. Ce n'est pas un film explicatif, mais un film avec. Pour moi, filmer, c'est d'abord une rencontre, un moment d'intimité, la délicatesse d'une émotion. Je n'ai pas de chef opérateur, j'aime que la relation avec les personnes filmées soit la plus directe et la plus intime possible. Mon émotion est palpable, j'assume la dimension subjective de mon approche.

Je ne fais pas un film historique, c'est juste mon regard sur les événements. Sur le sit-in, je me suis laissée ravir par la beauté de ceux que je filmais. Par exemple, sur le pont ferroviaire, des jeunes se relayaient jour et nuit pour faire sonner la structure métallique et les rails, en tapant à coups de bâtons et de pierres, en rythme, jusqu'à la transe. C'est une des premières scènes que j'ai filmée. J'ai d'abord perçu la beauté de leur geste collectif, puis j'ai compris que c'était avant tout un geste politique, car leur vacarme parvenait jusqu'au bureau du Général Al-Bourhane qui était juste de l'autre côté du pont. Il fallait que la musique ne s'arrête jamais, pour ne pas lui laisser de répit. Le rythme infernal arrivait jusqu'à ses oreilles et les jeunes révolutionnaires savaient que ça le mettrait dans une colère noire ! L'un de leurs slogans chantés était : « Bourhane, rend le pouvoir au peuple ! Nous avons un pays à construire ! »

Comment dès lors intégrer les (rares) images du camp d'en face ?

Les militaires devaient rester hors champ. Si j'avais pu, je les aurais filmés comme une menace quand ils envahissent progressivement la ville, mais c'était très dangereux de le faire, le peu d'images que vous voyez des pick ups des milices sont des images volées. Au montage, en revanche, j'ai pris conscience qu'il fallait quand même montrer cette violence. C'est pour cela que j'ai utilisé les images des militaires qui se filment en selfie, en train de tuer des gens. Ces images m'ont été données par des révolutionnaires, qui ont fouillé les réseaux sociaux pour collecter des preuves. Ils les ont trouvées sur les comptes Facebook des soldats qui postaient leurs exactions comme on posterait des vidéos de vacances. Le Darfour avait été un génocide sans image, donc sans preuves. Il y avait donc l'obsession au sein du mouvement révolutionnaire de collecter des images pour que, quand viendrait le temps des procès, elles puissent être présentées devant un tribunal. Je les ai donc utilisées avec la même intention que les révolutionnaires.



Le film commence tout de même par la guerre...

Oui, mais sans montrer des images de guerre. En ne gardant que la désolation : les rues qui deviennent désertes, tout le monde terré chez soi. J'ai placé la guerre au début du film pour ne pas devoir terminer par la guerre. Le montage me permet de défaire la chronologie militaire. Le massacre du 3 juin, le coup d'état d'octobre 2021, le déclenchement de la guerre, tous ces événements ont pour but de réduire les Soudanais au silence, d'effacer la mémoire de leurs luttes, de décréter la révolution impossible, et de dire : votre défaite est définitive. Bien sûr, la guerre a tout détruit. Mais le film s'attache à montrer autre chose que la mort et la famine, il montre ce que l'on ne voit que trop rarement : le peuple soudanais debout. C'est cette image que le film veut conserver. C'est d'ailleurs ainsi que les Soudanais qui ont vu le film l'ont perçu.

La voix off est utilisée de façon très espacée, comme trouée...

Le récit est lui-même plein de ces trous qui sont liés à des conditions de tournage extrêmement difficiles. L'autre problème de la voix off était de choisir dans quelle langue la dire. Spontanément, j'ai essayé d'abord en français, la langue que je parle le mieux. Ça ne prenait pas. Le film la rejetait, comme un corps étranger. Je l'ai donc entièrement repensée, et je l'ai surtout simplifiée, ne serait-ce que parce que mon arabe n'est pas suffisamment sophistiqué. C'est une voix très personnelle, qui évoque ma filiation avec le monde arabe et l'Afrique, comme une lettre d'amour adressée aux protagonistes du film, prolongement des messages vocaux que nous nous sommes envoyés quatre années durant. Ces messages ont remplacé les lettres que l'on recevait autrefois par la poste. Ils révèlent l'amitié qui grandit entre nous.

Quel horizon le film ouvre-t-il pour la suite ?

C'est évidemment difficile à dire. Mais je pourrais reprendre les mots de Muzamil, le jeune peintre du film, qui dans une interview en festival a dit : « Ils peuvent nous tuer par centaines de milliers mais ils ne peuvent pas tuer une idée, l'idée de la liberté. La guerre, à un moment donné, prendra fin. On reviendra et on recommencera. Et s'il nous faut recommencer à l'infini, nous recommencerons à l'infini. »

Ce film travaille contre l'oubli. Comme lorsque Shajane dit : « Les poètes sont éternels. Même s'ils sont morts depuis des décennies, nous continuons encore aujourd'hui à déclamer leurs poèmes. »

Que dire de la guerre aujourd'hui ?

J'entends souvent dire que le Soudan a sombré dans la guerre civile mais ce n'est pas juste. Après le coup d'état militaire en 2021, les Soudanais ont résisté de toutes leurs forces. Ils manifestaient tous les jours et pratiquaient la désobéissance civile. Ils se sont rendus ingouvernables. A l'origine de la guerre, il y a la rivalité entre deux hommes autrefois alliés pour saboter la révolution, et qui ont été les artisans du génocide au Darfour : le général Bourhane chef de l'armée régulière et Hemitti le chef de la milice FSR. Et au fond, cette guerre les arrange. Au milieu des décombres, le pillage des ressources continue, à l'abri des regards... Ils n'ont plus de comptes à rendre à la société civile. Ils ont désormais les mains libres pour mettre la main sur l'or, l'uranium et les riches terres agricoles.

C'est un constat amer, une défaite à l'intérieur de la défaite...

En apparence, c'est la loi du plus fort qui l'emporte. Mais ce que les Soudanais ont esquissé, leurs slogans, leurs poèmes, l'idée d'une société plus juste, en paix, tout cela reste l'horizon d'un monde auquel nombre d'entre nous aspire. Ils nous montrent le chemin.



Qui sont ceux qui ont pris les routes de l'exil ?

Les têtes pensantes du mouvement, ceux qui avaient de la famille à l'étranger, ou venaient d'une classe sociale un peu plus aisée. Car le voyage coûte cher ! Maha, la jeune femme qui fabrique des bijoux, s'est réfugiée à Port-Soudan, ville restée à l'écart des combats mais jusqu'à quand ? Sous contrôle de l'armée régulière, elle semble aujourd'hui de nouveau menacée par la milice de Hemitti. Vivre à Port Soudan en temps de guerre c'est très dur. Il n'y a ni travail, ni perspective. Shajane a eu de la chance, elle a trouvé un travail aux Emirats arabes unis, elle fait des burgers dans un foodtruck au bord de la mer et envoie tout ce qu'elle gagne à sa famille, qui est en Egypte. Elle est venue présenter le film avec moi à la Mostra de Venise, au festival de Marrakech et à Doha. A la question « que faire ? », elle répondait aux journalistes que le rôle de la diaspora était de garder vive la mémoire du Soudan, de continuer à évoquer le pays perdu chaque fois que l'on peut prendre la parole. Elle est en train d'écrire un livre. Elle a retiré son voile. Elle n'appréhende plus la religion comme une contrainte mais comme une ouverture spirituelle sur le monde. Mais pour le moment, elle ne sait pas si elle a le courage de publier ses écrits. Sans doute parce qu'ils remettent trop en question la société conservatrice d'où sa famille est issue et que le regard des voisins sur sa mère en Egypte risqueraient de devenir trop pesants. Son message est universel : pour rester humain, nous devons continuer à espérer, à imaginer le monde après la guerre.

Ce film nous concerne donc aussi nous ?

Oui, car on voit aujourd'hui hélas combien nos libertés sont fragiles.

Propos recueillis par Philippe Azoury.
Entretien réalisé à Paris, le 17 février 2025.





L'HISTOIRE DU SOUDAN

1896-1955 : Colonisation britannique

1^{er} janvier 1956 : Indépendance du Soudan. Les élites du Nord s'imposent dans la nouvelle administration et reviennent sur leurs promesses d'établissement d'un Etat fédéral entre le Nord majoritairement arabe et musulman et le Sud majoritairement Noir et chrétien ou animiste. Les révoltes éclatent dès la première année d'indépendance.

1955 à 1972 : Première guerre civile soudanaise

Novembre 1958 : Coup d'état du général Ibrahim Aboud. Interdiction des partis politiques. Au Sud se crée le Front de libération et sa branche militaire, l'Any-Nya.

En octobre 1964 éclate une insurrection populaire que l'on a appelé la « révolution d'Octobre ». Elle aboutit à la chute de la dictature et à l'instauration d'un régime parlementaire. Organisation d'élections libres, Sadiq Al Mahdi est premier Ministre jusqu'en 1969.

1964-1969 : Les gouvernements de coalition se succèdent. Première expérience de démocratie parlementaire au Soudan.

Le 25 mai 196 : Coup d'État des « officiers libres » du général Gaafar el-Nimeiry qui se maintient au pouvoir jusqu'en 1985.

19 juillet 1971 : Une tentative de coup d'État montée contre Nimeiry attribuée aux communistes échoue. Nimeiry décide alors d'écraser définitivement le parti communiste soudanais.

1972 : L'accord d'Addis-Abbeba met fin à dix-sept ans de guérilla au Sud qui obtient un statut d'autonomie.

1978 : Découverte de pétrole au Sud-Soudan.

1980 : Nimeiry abroge les accords d'Addis-Abbeba. Le Sud perd le contrôle de ses ressources naturelles.

1983 : Création du Mouvement populaire de Libération du Soudan (MPLS) et de sa branche armée, l'Armée populaire de libération du Soudan (SPLA). Le maréchal Nimeiry promulgue une nouvelle législation s'appuyant sur la charia (loi islamique) en échange du soutien des Frères musulmans de Hassan al-Tourabi.

1983-1985 : Une famine provoque d'importants déplacements de population et fait plus de 200 000 morts. La révolution du 6 avril 1985. Le général Nimeiry est renversé. Elections libres. Retour de la démocratie parlementaire. La révolution du 6 avril 1985. Le général Nimeiry est renversé. Elections libres. Retour de la démocratie parlementaire.

30 juin 1989 : Coup d'État du général Omar Al-Bachir, soutenu par le Front national islamique (FNI), dirigé par Hassan al-Tourabi. Les partis politiques sont interdits. C'est le début d'une dictature militaire et religieuse qui durera trente ans.

1992 : Création du Front de libération du Darfour par Abdel Wahid-al-Nour

1996 : l'Organisation des Nations unies accuse le pays de soutenir le terrorisme. Expulsion du dirigeant islamiste Oussama ben Laden.

1997 : Washington décrète un embargo contre le Soudan suite à des accusations répétées de soutiens à différents groupes rebelles de la région, dont la LRA en Ouganda (Armée de Résistance du Seigneur)

2003 : Crise humanitaire au Darfour. les autorités soudanaises mobilisent, arment et appuient des milices locales arabes, les janjaweds. Les janjaweds sont accusés de crimes de guerre et les déplacements de population ont des conséquences terribles pour les agriculteurs chassés de leur terre.

9 janvier 2005 : Accord de paix entre le Soudan et le Soudan du Sud. Il marque la fin du conflit qui a causé 2 millions de morts et le déplacement de 4,6 millions de personnes, et prévoit l'instauration d'un Etat fédéral transitoire de 6 ans suivi d'un référendum d'auto-détermination.

30 juillet 2005 : John Garang, leader et fondateur du SPLM, devenu vice-président du Soudan dans le cadre des accords de paix, meurt dans un accident d'hélicoptère, ravivant les tensions.

Janvier 2011 : Le Sud du Soudan accède à son indépendance sous le nom de Soudan du Sud suite à un référendum d'auto-détermination. L'indépendance est réclamée par 99% des votants.

Décembre 2014 : Plusieurs responsables politiques et de la société civile signent « l'Appel du Soudan », appelant à des réformes démocratiques et la fin des conflits en cours. Deux militants des droits de l'Homme signataires sont arrêtés. Ils seront libérés en avril 2015.

19 décembre 2018 : Début de manifestations contre la vie chère à Atbara, ville ouvrière avant de s'étendre à tout le pays. Fermeture des écoles et des universités.

23 février 2019 : Omar Al-Bachir révoque le gouvernement, instaure l'état d'urgence et un couvre-feu.

6 avril 2019 : « la marche du million » les Soudanais marchent jusqu'au Ministère des Armées et commencent à occuper les rues alentours. Le sit-in démocratique à Khartoum tiendra 57 jours.

11 avril 2019 : Chute d'Omar Al-Bachir suite au coup d'état militaire du général Ahmed Awad Ibn Auf. Dans un communiqué, l'Alliance pour la liberté et le changement (ALC) qui représente la société civile soudanaise et soutient la révolution, déclare :

« Les autorités du régime ont exécuté un coup d'État militaire par lequel elles entendent reproduire les mêmes personnages et institutions contre lesquels notre grand peuple s'est révolté. »

12 avril 2019 : Démission de Ibn Auf. Le général Abdel Fattah Burhan lui succède.

13 avril 2019 : Démission de Salah Gosh chef des services de renseignements de l'ancien régime, le NISS connu pour ses actes de torture sur les opposants arrêtés.

16 avril 2019 : Omar Al-Bachir est emprisonné; il est poursuivi pour « meurtre de manifestants » et corruption.

22 mai 2019 : Après l'échec des négociations, l'Alliance pour la Liberté et le Changement et l'Association des Professionnels Soudanais (syndicat jusque là clandestin qui regroupent les ingénieurs, les avocats, les médecins et les enseignants du supérieur) appellent à la grève générale.

28 et le 29 mai 2019 : Grève générale.

30 mai 2019 : Fusillades dans le district de Columbia sur les bords du Nil à proximité du sit-in démocratique. Les militaires tuent 4 personnes.

31 mai 2019 : La junte militaire ferme le bureau de la chaîne Al Jazeera.

Le massacre du 3 juin 2019 : La junte militaire (milices RSF composées de mercenaires venus du Darfour et unités apparentées au services de renseignements) disperse le sit-in dans un bain de sang. A ce jour le nombre exact de victimes n'est pas établi, de nombreuses personnes restent portées disparues. Internet est coupé.

L'Association des Professionnels Soudanais appelle à la désobéissance civile et à la grève générale.

30 juin 2019 : Anniversaire du putsch de Omar Al-Bachir en 1989. Des centaines de milliers de manifestants convergent vers le Palais présidentiel à Khartoum. 30 ans après le coup d'état militaire, le peuple marche pour reprendre le pouvoir aux militaires. L'armée ouvre le feu et fait 7 morts et 181 blessés.

5 juillet 2019 : L'Alliance pour la Liberté et le Changement et la junte militaire trouvent un accord sur une transition de trois ans et trois mois. Un Conseil de souveraineté ainsi qu'un Parlement de transition devront être mis en place.

13 juillet 2019 : À la fin de la période de deuil de 40 jours observée par les musulmans, grande manifestation à Khartoum en hommage aux victimes de la junte militaire.

17 août 2019 : Formation du Conseil de souveraineté qui dirigera le pays pendant une période de transition de 39 mois. Il est composé de 5 militaires, 5 civils, et d'un dernier membre choisi par consensus par les deux groupes. En 2021, le Conseil est élargi à trois chefs rebelles.

Le Conseil est dirigé pendant les 21 premiers mois par le général Abdel Fattah Abdelrahmane Abdel Fattah Al-Bourhane, désigné par les militaires, auquel doit succéder pendant les derniers 18 mois un chef du conseil désigné par les civils.

21 août 2019 : L'économiste Abdallah Hamdok est désigné premier ministre par l'opposition.

23 octobre 2020 : Les autorités soudanaises, tout en niant tout « chantage », acceptent, sous la pression américaine, de normaliser leurs relations avec Israël. Quelques jours plus tard, le président Donald Trump notifie au Congrès la sortie prochaine du Soudan de la liste noire des pays soutenant le terrorisme.

14 décembre 2020 : Les Etats-Unis retirent officiellement le Soudan de leur liste des pays soutenant le terrorisme, où il figurait depuis 1993. L'inscription sur la liste noire empêchait les pays étrangers de commercer et d'investir au Soudan sous peine de sanctions. Cet événement marque un tournant dans l'économie du pays.

8 avril 2021 : Des centaines de femmes manifestent à Khartoum pour réclamer des réformes en faveur de l'égalité. «Non aux lois discriminatoires envers la femme», «Contre l'obscurantisme qui vise les femmes et les fillettes», peut-on lire sur les pancartes brandies par les protestataires.»

25 octobre 2021 Coup d'État militaire au Soudan. Deux ans après le renversement du président Omar Al-Bachir et l'établissement d'un Conseil de la souveraineté transitoire, les militaires arrêtent le

premier ministre Abdallah Hamdok et des membres civils du gouvernement, puis annoncent l'état d'urgence.

La population manifeste son désaccord en organisant des manifestations quotidiennes et des appels à la désobéissance civile dans la fonction publique.

15 avril 2023 : Déclenchement d'un conflit armé au Soudan

Au Soudan, des tensions entre deux militaires, le président du Conseil de souveraineté transitoire (CST), Abdel Fattah Al-Bourhane, et le vice-président Mohamed Hamdan Dogolo, dégénèrent en conflit armé le 15 avril 2023. Il survient dans un contexte déjà difficile, entraînant de graves conséquences humaines et économiques.





ÉQUIPE TECHNIQUE ET ARTISTIQUE

Réalisation Hind Meddeb
Scénario Hind Meddeb
Montage Gladys Joujou
Son Hind Meddeb, Damien Tronchot
Consultante scénario Nadine Naous
Protagonistes Shajane Suliman, Maha Elfaki, Ahmed Muzamil, Khatab Ahmed

Production Echo Films, Abel Nahmias
Coproduction Blue Train Films, Michel Zana et Alice Ormières
My Way Production Tounès, Taoufik Guiga

Ventes Mena MAD Solutions
Ventes internationales Totem Films
Distribution France Dulac Distribution

Avec le soutien de Centre national du cinéma et de l'image animée, de l'Aide à la Coproduction Franco-Tunisienne (CNC-CNCI), Fondation Quiet, Région Ile-De-France, Doha Film Institute, The Arab Fund For Arts And Culture (AFAC), Fonds Image de la Francophonie, MAD Solutions, Final Cut in Venice (TitraFilm, RAI Cinema, Red Sea Fund – Red Sea International Film Festival, El Gouna Film Festival), Ateliers de l'Atlas - Festival International du Film de Marrakech, CPH:DOX, Cairo Film Connection

FESTIVALS

Giornate degli Autori (Venice Days) - **Mostra de Venise 2024**

Toronto Tiff Docs 2024

Doc NYC 2024 - Compétition internationale (Mention spéciale du Jury)

Festival IDFA 2024

Festival International de Marrakech 2024

Festival International du film politique de Carcassonne 2025

Prix du Syndicat de la Critique de cinéma

Festival Un État du Monde / Forum des Images 2025

FIPADOC 2025 – Compétition Nationale

Prix des femmes dans les médias

San Francisco International Film Festival 2025

Durban Intl. FF 2025

CPH:DOX

Göteborg Film Festival





لا نستطيع فصل الروح
فالمروح لا تفنى

والفكرة خالدة

تعلمنا كيف نحيا في عالم الأرواح

نتمر مع الشهداء في القتال

فنحن لا نقصو بل نزيد

بالتوازي
فالمقاومة

21-Nov-2021